



BRÉSIL



D 2088 • Br10
1-15 juillet 1996

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Corruption
Crime
Paysans
Police

COMITÉ RIO MARIA : LES ÉVASIONS DE DÉTENUS SE MULTIPLIENT AVEC LA COMPLICITÉ DES POLICIERS DE L'ÉTAT DU PARÁ

Alors qu'il est extrêmement difficile d'obtenir le jugement et la condamnation des auteurs d'assassinats de paysans au Brésil, les évasions de détenus responsables de ces homicides se multiplient dans l'État du Pará avec la complicité de la police. Communiqué du comité Rio Maria, 16 juin 1996.

Le Comité Rio Maria a déjà dénoncé les évasions de nombreux détenus dont plusieurs très dangereux, liés au crime organisé pour question de terre dans la région de Rio Maria et Xinguara, dans le sud du Pará. En 9 mois, 14 détenus se sont enfuis de la prison du commissariat de police de Xinguara.

Les dernières évasions sont particulièrement préoccupantes. Le 31 mars dernier, Wanderley Borges de Mendonca, condamné en décembre 1994 pour l'assassinat d'un juge de l'État du Goiás et poursuivi pour plusieurs homicides à Xinguara en 1994, s'est enfui de la prison du commissariat de police. Il était gérant du grand exploitant agricole Jerônimo Alves de Amorim, accusé d'être le mandataire de l'assassinat en 1991 d'Expedito Ribeiro de Souza, président du Syndicat des travailleurs ruraux de Rio Maria, et

d'autres homicides en 1994 à Xinguara. Deux mandats d'arrêt ont été lancés contre Jerônimo qui est en fuite. L'évasion de Wanderley Borges de Mendonca a été organisée par un enquêteur de la police civile, Lucival Haroldo, qui a ouvert les portes des cellules et emmené Wanderley et un autre criminel détenu, dans la propre voiture de la police. Il aurait reçu en paiement 25 000 reals et une voiture neuve. Le juge de Xinguara a lancé contre lui un mandat d'arrêt le 23 juin 1996, mais le policier s'est enfui de la police de Bélem, où, suspect, il avait été transféré, ce qui rend sa fuite encore plus scandaleuse.

Les conséquences de ces évasions sont extrêmement graves. Elles révèlent le degré de corruption et de complicité des policiers de l'État avec le crime organisé.

Nous vous rappelons que, en plus de Jerônimo Alves de Amorim et de Wanderley Borges de Mendonca, se sont déjà enfuis des prisons de la région et même du pénitencier central et du quartier central de la police militaire de Bélem, plusieurs assassins de travailleurs ruraux et de syndicalistes de Rio Maria et de Xinguara, comme, entre autres, Ubiratan Ubirajara qui s'est enfui 6 mois après avoir été condamné à 50 ans de prison, et le sergent Edson Matos qui s'est enfui, en toute tranquillité, du quartier central de la police militaire de Bélem.

Ceux qui ont témoigné avec courage depuis 1994, devant les juges et les tribunaux de jury, pour les crimes de Rio Maria et Xinguara, sont menacés. Quatre d'entre eux ont dû quitter la région pour se cacher. D'autres ont peur. Les

témoins du massacre d'Eldorado do Carajás, qui ont été entendus, sont menacés et sans protection. Personne ne croit plus les responsables de l'assassinat des 19 sans-terre à Eldorado, commune voisine de Xinguara, vont être punis.

Personne dans la région ne va plus témoigner contre les gangs d'extermination et les membres du crime organisé sachant que cela ne sert à rien, au contraire. Et la violence va se généraliser.

À quoi sert d'obtenir, avec beaucoup de difficultés, le jugement et la condamnation de quelques criminels, si aussitôt après ils s'en-

fuient ?

Pour renverser la situation, il est fondamental :

- que Jeronimo Alves de Amorim, Wanderley Borges de Mendonca et Lucival Haroldo soient pris ;

- qu'un commissaire spécial soit envoyé de Bélem pour enquêter sur les 14 autres crimes de Xinguara commis depuis 1994 pour question de terre ;

- que les responsables du massacre d'Eldorado do Carajás soient identifiés, poursuivis, condamnés et ne s'enfuient pas. Jusqu'à maintenant, le colonel Pantoja, qui a ordonné de tirer, a été condamné à seulement 30 jours de prison domiciliai-

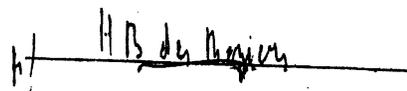
re, et les 150 soldats de la police militaire à seulement quelques jours de prison dans leur quartier.

La pression des organisations de droits de l'homme, des mouvements populaires, de la société civile est plus que jamais nécessaire.

Rio Maria, 16 juin 1996

Pour Luzia Canuto de Oliveira Pereira, présidente du Comité Rio Maria

Henri Burin des Rozier



Les lettres peuvent être envoyées à :

Ilmo. Sr.
Dr. Almir Gabriel
Governador do Pará
Rodovia Augusto Montenegro
66 000-000 Belem PA
Fax (55)-(91) 248 0133

Ilmo. Sr.
Dr. Nelson Jobim
Ministro da Justica
Esplanada dos Ministerios
70 000-000 Brasilia DF
Fax (55)-(91) 321 517

***Dossiers de DIAL parus sur la situation des paysans
dans l'État du Pará, Brésil***

- D 803 - Le procès de Belém (10 F)*
- D 1506 - Une journée ordinaire dans la vie d'un curé de campagne (10 F)*
- D 1556 - La loi de la jungle au quotidien (10 F)*
- D 1564 - La saga tragique des paysans de Rio Maria (8 F)*
- D 1573 - La famille Canuto ... (suite) (8 F)*
- D 1607 - Ouvriers agricoles en esclavage dans le Pará (10 F)*
- D 1647 - Hommage à Expedito, paysan (8 F)*
- D 1739 - Bonne nouvelle dans l'État du Pará (8 F)*
- D 1790 - L'impossible justice pour les paysans (8 F)*
- D 1880 - Condamnation d'un tueur à gage (8 F)*
- D 1912 - Tueurs à gage à l'oeuvre dans le Pará (8 F)*
- D 1934 - Violences accrues en rural dans l'État du Pará (10 F)*
- D 1953 - Victoire de la justice à Rio Maria (8 F)*
- D 2072 - Le massacre des paysans sans terre à Eldorado do Carajás (8 F)*

Les commandes sont acceptées à partir de 30 F.

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.